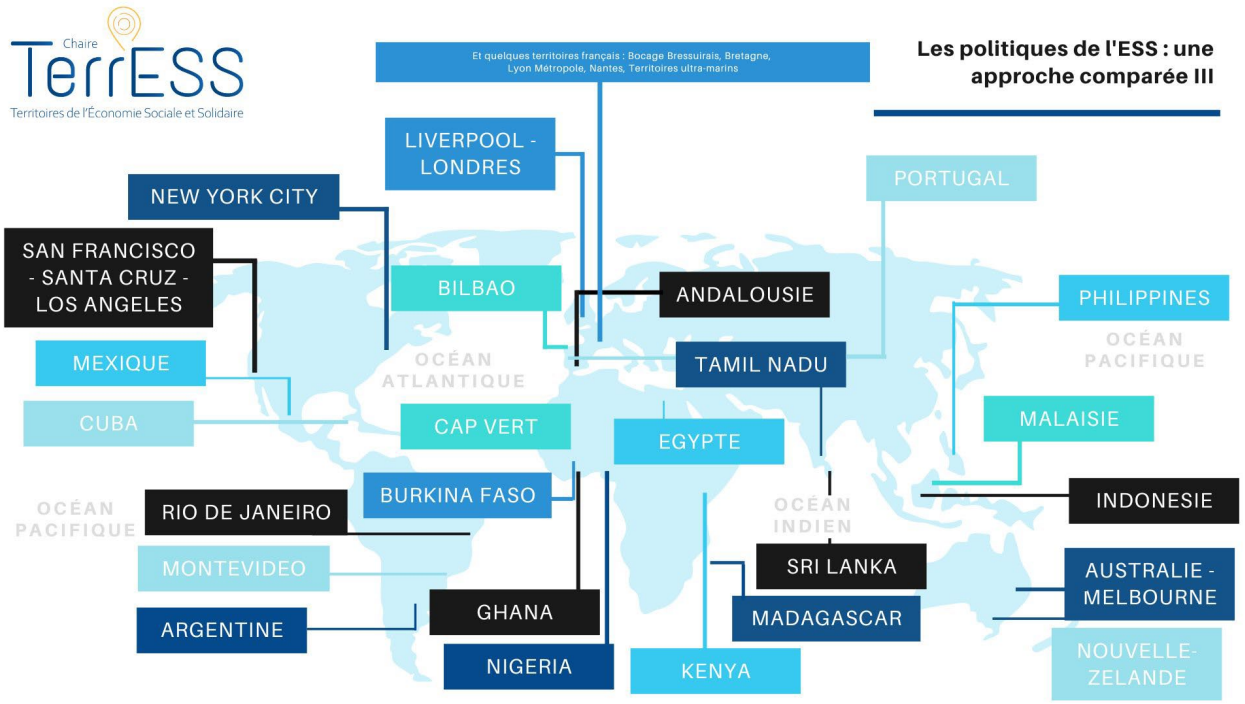
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



New York City (USA)

Par Milo BERNIER MILAGE, Maya-Lys BOYELLE, Enzo DAVID, Ollin BIDET ESTRADA, Florian CAILLET

Aux Etats-Unis, l'ESS (appelée Social and Solidarity Economy) est quasi-inexistante juridiquement. Il n'existe pas de définition claire de l'ESS, ni même d'organisation précise qui se charge de cette question. Ces enjeux sont surtout repris de manière fragmentée par différents ministères (comme l'Agriculture, le Logement ou le Développement urbain).

Il existe cependant certaines lois au niveau fédéral qui favorisent indirectement la social and solidarity economy, sans en mentionner l'expression. On peut tout d'abord faire référence à certaines lois historiques, comme la Cooperative Marketing Act de 1926, qui permet aux coopératives agricoles et autres coopératives de fonctionner légalement en tant qu entreprises collectives aux États-Unis, ou encore la Credit Union Act de 1934, qui autorise et régule la création des crédits unions (coopératives financières). De plus, il est possible d'observer un soutien indirect de l'État fédéral aux projets d'ESS. On peut citer à titre d'exemple la loi John S. McCain National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2019, adoptée en août 2018. Il s'agit à priori d'une loi axée sur les dépenses de défense des États-Unis, mais elle introduit dans une section une mesure spécifique pour favoriser les entreprises détenues par leurs employés, en leur facilitant l'accès aux programmes de prêts de la Small Business Administration, ce qui reflète une tentative de promouvoir les modèles économiques alternatifs de l'ESS.

Néanmoins, les lois relatives à l'ESS sont surtout implémentées par les États fédérés, avec de grandes différences entre les États. À l'échelle locale, un tournant majeur a eu lieu à New York City en 2014 avec l'organisation d'une audience publique par le Comité sur le développement communautaire de la ville de New York, consacrée aux coopératives de travailleurs. Cette initiative a mobilisé des travailleurs-coopérateurs, des alliés et des incubateurs pour défendre l'idée que les coopératives de travailleurs pouvaient être des stratégies de réduction de la pauvreté, et a abouti à la création de la Worker Cooperative Business Development Initiative (WCBDI), qui a reçu un financement d'1,2 million de dollars pour soutenir le développement des coopératives à New York. Elle a permis l'institutionnalisation du modèle coopératif au sein des structures municipales, en intégrant les coopératives dans l'agenda de Small Business Services (SBS) de la ville. L'objectif premier était d'utiliser les coopératives comme stratégies d'inclusion sociale, afin de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de travail.

Les politiques d'ESS à New York sont en forte croissance, bien que la ville soit encore en retard par rapport à d'autres régions comme Jackson (Mississippi) ou le Québec (Hudson, 2021). Les coopératives de travailleurs sont les organisations les plus visibles, et au cœur du mouvement coopératif. À l'échelle locale, environ 2000 travailleurs sont membres de coopératives dans la ville, et une large proportion de ces coopératives sont dans le secteur des services (notamment dans le nettoyage, les soins à domicile et la garde d'enfants). Une étude de 2015 révèle que 98% des travailleurs coopératifs à New York sont des femmes. L'un des plus grands exemples est la Cooperative Home Care Associates, une agence de soins à domicile avec plus de 2000 membres, presque tous des femmes. Malgré la forte croissance de ce secteur, les coopératives sont encore relativement jeunes et mal intégrées dans l'économie dominante.

La politique d'ESS à New York a été co-construite grâce à l'implication de plusieurs acteurs. Tout d'abord, des organisations de base comme Green Worker Cooperatives et la New York City Network of Worker Cooperatives (NYCNoWC) ont joué un rôle essentiel dans la mise à l'agenda de l'initiative de soutien aux coopératives, notamment lors de l'audience publique de 2014. De plus, la ville a aussi pris en charge le soutien institutionnel, avec la création de la WCBDI (voir supra), et la mise en place de la "loi locale 22", qui oblige le conseil municipal à divulguer le nombre de contrats municipaux attribués à des entreprises coopératives. Cette loi a permis un renforcement des entreprises coopératives et de la transparence de la municipalité sur ces questions. Enfin, il convient de souligner la participation des travailleurs eux-mêmes sur ces projets.

Malgré ces avancées, le processus d'évaluation a été influencé par la volonté de démontrer le succès mesurable des coopératives. Les études mettent généralement l'accent sur les bénéfices économiques (ici des coopératives), en tant que moteurs d'inclusion. Mais elles sont souvent réduites à des solutions d'entrepreneuriat et de réduction de la pauvreté au détriment des bénéfices sociaux et politiques qu'elles induisent, comme la transformation des relations de travail et le renforcement de la solidarité.

Ainsi, à New York City, bien que les différents programmes et initiatives, qu'ils soient institutionnels ou non, semblent tendre vers une approche large de l'économie sociale et solidaire, il semble que certains domaines prennent plus d'importance que d'autres. Cette approche globalisante se retrouve dans l'office communal pour la justice climatique et environnementale (MOCEJ), qui prône la reconnaissance de l'intersection entre injustice économique et sociale.

Néanmoins, nous pouvons identifier des objectifs prioritaires pour la ville, à travers un rapport émanant du bureau municipal des affaires internationales, sur la prise en compte des ODD[1].

6 problèmes majeurs pour NYC sont identifiés : non abordabilité de la vie, insécurité et inégalités économiques, urgence climatique, infrastructures en déclin et démocratie menacée. Derrière ces grands objectifs, c'est avant tout l'éducation (ODD 4), le développement économique (ODD 8) et la réduction des inégalités (ODD 10) qui sont priorisés. En effet, l'inclusion des femmes et minorités ethniques au sein des entreprises semble être un problème ciblé par la ville. Le collectif SolidarityNYC rappelle l'objectif principal : renforcer la diversité des cultures et des environnements locaux, face à une monoculture mondiale unique, mais aussi de concourir à la justice sociale et raciale plutôt qu'au profit. Les conditions économiques de vie sont donc le problème principal identifié. La culture coopérative est alors mise en avant, dans l'objectif de remplacer la logique concurrentielle et hiérarchique des entreprises, intrinsèque au capitalisme. On n'observe donc une non rupture avec le capitalisme, ce qui se retrouve dans les objectifs de la NYC SG Initiative, organisation dont le but est d'inciter le secteur privé à mener des projets durables avec le gouvernement.

Les politiques D'ESS à New York se basent donc sur un référentiel de valeurs largement influencé par la mémoire collective locale. En effet comme montré par Lauren Taylor Hudson les politiques de Solidarity Economy a New York ont été largement influencées par le mouvement *Occupy Wall Street*, si celui-ci ne marque pas le début des politiques d'ESS dans la capitale économique américaine il a permis à travers son appel à des moyens collectifs pour satisfaire nos besoins suite à la crise de 2008 de montrer qu'une réponse collective à la crise était possible même dans une localité profondément ancrée dans les logiques de l'économie traditionnelle. Cet héritage et celui de l'Ouragan Sandy qui un an après la fin d'Occupy Wall Street ont montré la nécessité d'une

organisation communautaire locale pour répondre à la crise. Cela a alors conditionné le référentiel normatif de l'ESS. Cette genèse explique des politiques d'ESS profondément ancrées localement aux initiatives souvent articulées à l'échelle des quartiers pour favoriser les relations de proximité et une économie locale forte, mais aussi un modèle basé sur la propriété collective afin de proposer des alternatives basées sur la solidarité aux modèles de l'économie classique. Enfin la Solidarity Economy à New York cherche à inclure des populations historiquement marginalisées, comme les femmes, les immigrants et les travailleurs précaires. Les femmes y jouent un rôle central, notamment dans les secteurs des services et des coopératives.

1. **Voluntary Local Review : New York City's Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. (s. d.).**

L'économie sociale et solidaire à New York est le plus souvent décrite par le terme solidarity economy, ce terme se traduisant par économie solidaire n'est cependant pas le seul puisqu'il est possible de retrouver social and solidarity economy souvent sous la forme de l'acronyme SSE. Néanmoins, la forme solidarity economy reste dominante comme montré par le réseau recensant les initiatives de l'ESS à New York nommé SolidarityNYC. Cette prédominance semble être cependant plus qu'une particularité sémantique New Yorkaise une particularité anglophone qui ne signifie pas nécessairement une différence des initiatives englobées sous ce terme puisque celle-ci couvre le même champ que l'ESS. On peut également retrouver des termes plus spécifiques tels que Green Economy qui décrivent des initiatives de développement durable relevant de l'ESS mais n'ont pas vocation à couvrir le champ plus large de l'économie sociale et solidaire dans son entièreté.

L'organigramme de la mairie est très parlant et permet de relever la place de l'ESS à New York City. Premièrement, il n'y a pas de bureau ou section spécifique à l'ESS au sein de la mairie. Bien que le bureau des associations soit présenté en premier dans le département des initiatives stratégiques, témoignant de son importance, il vante avant tout des objectifs de réduction de la pression administrative et la construction d'un système efficient. Ainsi, aucune allusion à l'économie solidaire ou sociale n'est faite, les associations étant pourtant une branche clé de l'ESS. La branche administrative du développement économique ne mentionne pas non plus l'économie solidaire. C'est plutôt dans le département des opérations que l'on retrouve des dimensions liées à l'ESS, avec le bureau du climat et de la justice environnementale (MOCEJ) ou encore le bureau pour les entreprises détenues par des femmes ou minorités.

Cette présence peut affirmée dans l'organigramme de la ville, témoigne des discours et cadrages dominants de la solidarity economy à NYC, qui est la plupart du temps représentée comme l"autre féminisé du capitalisme". Nombre d'initiatives soutenues par l'administration de la ville tendent à inciter les femmes à diriger des entreprises ou des associations.

Ainsi, les narratifs qui dominent sont ceux de la féminisation de l'économie traditionnelle, encourageant l'entrepreneuriat dirigé par des minorités ou une simple réduction de la pauvreté. Le cadrage de l'ESS comme économie politique capable de transformation structurelle apparaît alors comme effacé, et les collectifs qui soutiennent des dimensions plus larges et radicales de l'ESS apparaissent peu soutenus par la mairie. Face à une économie solidaire "fluide", capable de transcender tous les secteurs, les dirigeants de la ville privilégient une version stabilisée via des

coopératives de travailleurs qui promeuvent la gestion démocratique des entreprises, tout en restant dépendantes d'un système de marché capitaliste pour prospérer (Lauren Hudson, 2021).

À New York, l'économie sociale et solidaire (ESS) n'a pas de définition juridique spécifique, mais repose sur des cadres légaux divers soutenant des initiatives à fort impact social, économique et environnemental. Les organisations à but non lucratif, désignées sous le statut fiscal 501(c)(3) en vertu du Not-for-Profit Corporation Law, incluent des institutions comme Food Bank for New York City ou City Harvest, qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces entités bénéficient d'exonérations fiscales et de subventions publiques pour soutenir leurs actions. Parallèlement, les coopératives de travail, régies par le Cooperative Corporations Law, sont un modèle de gouvernance démocratique et de gestion collective. Ce modèle est exemplifié par des coopératives alimentaires ou des projets de logement collaboratif, qui permettent une gestion partagée des ressources. De plus, le statut de Benefit Corporation, introduit en 2008, permet à des entreprises comme Kickstarter de concilier rentabilité et mission sociale en intégrant des objectifs sociaux et environnementaux dans leur gouvernance. Enfin, des structures comme les Community Development Corporations et des institutions financières solidaires telles que la Lower East Side People's Federal Credit Union jouent un rôle crucial dans le financement local et le développement économique de quartiers souvent défavorisés.

Ainsi, l'économie sociale et solidaire s'intègre dans les plans de développement économique par le biais d'initiatives inclusives et équitables, en particulier dans l'économie verte, coopérative et communautaire. NYC a mis en place le Green Economy Action Plan, par le biais de la New York City Economic Development Corporation : une société d'utilité publique qui constitue l'organisation officielle de développement économique de la ville de New York. Ce projet a pour objectif de réduire les émissions de carbone tout en répondant aux objectifs économiques que sont la croissance économique et la création d'emploi. Concrètement, cette politique passe par des investissements publics dans des technologies, le développement durable ainsi que l'innovation verte.

Concernant le versant solidaire de l'ESS, la ville de New York est également dotée d'organisations comme la SolidarityNYC ou encore la Cooperative Economics Alliance of NYC qui favorisent le développement économique des coopératives, des entreprises sociales et des initiatives communautaires. Elles visent ainsi à participer à des initiatives en faveur de l'économie locale et des valeurs sociales et économiques. La politique d'ESS de la ville de New York se concentre principalement sur 4 secteurs d'action publique : le logement et l'urbanisme, l'emploi et la formation afin de soutenir la création d'emplois dans le secteur vert et coopératif, la finance et le développement communautaire pour apporter un soutien financier aux coopératives et aux crédits communautaires, ainsi que la transition écologique.

L'Économie Sociale et Solidaire à New York soutient activement les Objectifs de Développement Durable (ODD). La stratégie OneNYC 2050, lancée en 2019, vise à promouvoir le développement durable de New York tels que définis par l'ONU.

A cela s'ajoute le Green New Deal de New York, un plan se concentrant plus particulièrement sur l'ODD 13 (changement climatique) et ayant pour objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, grâce à des instruments comme le financement PACE qui aide les propriétaires à financer des projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables.

L'ESS de NYC soutient bien d'autres ODD : l'ODD 1 (pauvreté) par la création d'emplois verts par le biais de coopératives et d'associations, l'ODD 8 (travail décent) via les secteurs des énergies renouvelables et de la rénovation énergétique, et l'ODD 11 (villes durables) et 9 (Industrie, innovation et infrastructure) avec des infrastructures durables. Elle soutient aussi l'ODD 7 (énergie propre) et l'ODD 12 (consommation responsable) par des initiatives énergétiques et de recyclage. Les ODD 2 (faim zéro), 3 (bonne santé), et 10 (réduction des inégalités) sont abordés par des projets alimentaires durables et des mesures de protection sociale. A titre d'exemple, NYC développe la micro-mobilité électrique pour les personnes à faibles revenus, répondant ainsi aux ODD 8 et 10.

La ville de New York soutient l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) par plusieurs leviers d'action concrets. Le financement est un outil central, avec des subventions accordées aux Community Land Trusts (CLT) : des modèles de propriété foncière à but non lucratif, gouvernés démocratiquement par les membres de la communauté. Ils facilitent la création de logements abordables, soutiennent le développement des petites entreprises et permettent de contourner les effets néfastes de la spéculation ou de la gentrification. Par exemple, le conseil municipal a alloué 1,51 million de dollars en 2022 pour l'expansion des CLT, permettant ainsi des solutions locales pour lutter contre les déplacements et renforcer la résilience économique des quartiers. La CLT de Western Queens est ainsi le fruit de la conversion d'un bâtiment inutilisé en espaces manufacturiers, artistiques et agricoles. L'accès aux marchés publics constitue un autre pilier essentiel. Des politiques publiques ont été mises en place pour aider les coopératives à accéder aux marchés, notamment par le biais de contrats publics favorisant les entreprises à propriété inclusive. Ces initiatives peuvent inclure des contrats préférentiels pour les entreprises inclusivement possédées dans le cadre des appels d'offres publics.

La ville favorise ainsi un approvisionnement plus inclusif en réservant des contrats aux entreprises appartenant à des minorités, des femmes ou encore aux coopératives de travailleurs. Cette démarche stimule l'économie locale tout en consolidant l'emploi durable.

Les innovations de l'ESS à New York se concrétisent à travers des projets novateurs qui allient inclusion sociale et développement économique durable. Le programme Worker Cooperative Business Development Initiative, financé par la ville, soutient spécifiquement les worker cooperatives, en particulier celles créées par des travailleurs issus de communautés marginalisées comme les immigrés. Ce programme offre une alternative à l'emploi traditionnel, favorisant l'autogestion et l'équité. Un modèle particulièrement innovant est celui des Community Land Trusts, tels que le East Harlem Community Land Trust, qui expérimentent la propriété collective du sol pour garantir des logements abordables et éviter la gentrification. En outre, des entreprises adoptant le statut de Benefit Corporation, comme Etsy, démontrent qu'il est possible de conjuguer rentabilité et impact social en intégrant des critères sociaux et environnementaux dans leurs pratiques. Dans le secteur financier, des institutions comme la Lower East Side People's Federal Credit Union offrent des micro-prêts et des solutions inclusives pour soutenir les petites entreprises et les foyers à faibles revenus. L'essor des technologies collaboratives, telles que les plateformes d'économie partagée, et l'expérimentation de la blockchain dans certaines initiatives renforcent la transparence et la gestion des ressources, notamment dans la chaîne d'approvisionnement. Ces initiatives témoignent d'une dynamique locale visant à développer des modèles économiques plus inclusifs et durables.

Pour ce qui est de la communication et la sensibilisation à l'économie sociale et solidaire, elles s'effectuent à travers diverses initiatives locales, bien que la coordination entre celles-ci soit parfois insuffisante. Le Worker Cooperative Business Development Initiative mène des campagnes de communication pour promouvoir les coopératives de travail, notamment auprès des populations vulnérables, telles que les immigrés et les résidents de quartiers défavorisés. Ce programme offre également des formations pratiques sur la gouvernance démocratique et la gestion collective. De son côté, le Bronx Cooperative Development Initiative organise des ateliers et des événements communautaires pour encourager l'entrepreneuriat social et la participation citoyenne dans des projets collectifs. Les plateformes numériques comme le New York City Network of Worker Cooperatives jouent un rôle clé dans la diffusion de ressources éducatives, de guides pratiques et de témoignages de réussite, contribuant ainsi à sensibiliser le public et à encourager l'engagement autour de l'ESS. Par ailleurs, des universités et think tanks locaux, tels que le Center for Urban Future, organisent des conférences et des événements pour éduquer le grand public et les décideurs politiques sur les innovations sociales et les modèles d'ESS. Bien que ces efforts soient bénéfiques, l'absence de coordination à l'échelle de la ville limite leur portée, ce qui entrave le potentiel d'impact global de ces initiatives malgré un écosystème ESS en pleine expansion.

Des collectifs et coopératives qui font vivre l'ESS et assurent sa promotion sont également à l'origine de recensement de données. Par exemple, la Cooperative Economics Alliance of New York City (CEANYC), mettent à disposition une carte interactive recensant toutes les initiatives qui présentent un contrôle communautaire et une gestion démocratique. Les données sont recensées via des études menées par des réseaux sectoriels, permettant d'extraire le nombre d'organisations de l'ESS parmi chaque secteur. Cette carte recense ainsi près de 2000 entités, dont 1200 sont des coopératives de logement à prix abordables, 500 jardins communautaires. Ces chiffres semblent peu élevés par rapport à ceux de la Nouvelle Aquitaine (autour de 20 000 organisations), mais il faut rappeler que les entités sont recensées plus strictement, celles-ci faisant toutes partie des "8 secteurs formels de l'économie solidaire de New York City" selon la CEANYC. Cette étude rapporte par ailleurs une concentration géographique des organisations, qui sont fortement présentes dans le Bronx et à Harlem. Néanmoins, mis à part le nombre d'organisations, qui à lui seul témoigne d'un impact de l'ESS dans certains secteurs (ici le logement solidaire notamment), les études d'impact formelles semblent absentes ou sporadiques à NYC.

Bibliographie :

About CEANYC | Unite Co-Ops Under One Banner. (s. d.). Cooperative Economics Alliance. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://gocoopnyc.org/about-us/

Capacity Buildings—NYC Nonprofits. (s. d.). Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.nyc.gov/site/nonprofits/capacity-building/capacity-buildings.page

Hudson, L. (2021, décembre). New York : les luttes autour du discours de l'économie solidaire. Géoforum*, 127*, 326–334. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www-sciencedirect-com.proxy.sciencespobordeaux.fr/science/article/pii/S001671851830112X?via%3Dihub

Invest NYC SDG Initiative—NYU Stern. (s. d.). Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.stern.nyu.edu/experience-stern/about/departments-centers-initiatives/centers-of-research/center-sustainable-business/research/invest-nyc-sdg-initiative

Issa, A. (2022, octobre 5). MEDIA RELEASE : Data released today shows growing cooperative density in NYC. Cooperative Economics Alliance. https://gocoopnyc.org/2022/10/media-release-data-released-today-shows-growing-cooperative-density-in-nyc-data-released-today-reveals-cooperatives-as-a-growing-practice-across-post-pandemic-nyc/

NYC Worker Cooperative History. (s. d.). NYC Network of Worker Cooperatives. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://nycworker.coop/history/

NYCEDC | Creating a Vibrant, Inclusive, and Globally Competitive Economy for All New Yorkers. (s. d.). Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://edc.nyc/

NYC Department of Small Business Services. (2016). *Worker Cooperative Business Development Initiative - FY16 Report.* Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.nyc.gov/assets/sbs/downloads/pdf/about/reports/worker_coop_report_fy16.pdf

NYC Mayor's Office of Climate and Environmental Justice. (s. d.). NYC Mayor's Office of Climate and Environmental Justice. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://climate.cityofnewyork.us/fr/

OECD. (s. d.). United States - Country Fact Sheet: Social Economy and Social Innovation. Organisation for Economic Co-operation and Development. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/topics/policy-sub-issues/social-economy-and-social-innovation/country-fact-sheets/country-fact-sheet-unitedstates.pdf

OECD. (2023, septembre). What is the Social and Solidarity Economy? A Review of Concepts. Organisation for Economic Co-operation and Development. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2023/09/what-is-the-social-and-solidarity-economy-a-review-of-concepts_4b3d724b/dbc7878d-en.pdf

REES - NYCHA. (s. d.). Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.nyc.gov/site/nycha/residents/rees.page

RIPESS. (s. d.). Amérique du Nord. RIPESS. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.ripess.org/amerique-du-nord/

Solidarity NYC. (s. d.). About. Solidarity NYC. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse http://solidaritynyc.org/#/about

Socioeco. (s. d.). Social and Solidarity Economy Legislations and Public Policies. Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://www.socioeco.org/app_legislation_fr.html#geo_2

US Solidarity Economy Mapping Platform : Index. (s. d.). Consulté 20 décembre 2024, à l'adresse https://solidarityeconomy.us/

Voluntary Local Review : New York City's Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development. (s. d.).